

**Organe d'examen des politiques commerciales**

**EXAMEN DES POLITIQUES  
COMMERCIALES**

**Rapport du Secrétariat**

**ÉTATS-UNIS**

Le présent rapport, préparé pour le onzième examen de la politique commerciale des États-Unis, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé aux États-Unis des éclaircissements sur leur politique et leurs pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à MM. John Finn (tél.: 022/739 5081) et Pierre Latrille (tél.: 022/739 5266), Mme Denby Probst (tél.: 022/739 5847) et MM. Jesse Kreier (tél.: 022/739 5140), Juan Marchetti (tél. 022/739 5871) et Raymondo Valdés (tél.: 022/739 5346).

La déclaration de politique générale présentée par les États-Unis est reproduite dans le document WT/TPR/G/275.

---

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur les États-Unis.



## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
RÉSUMÉ	ix
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	1
1) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE	1
2) POLITIQUES MONÉTAIRE, BUDGÉTAIRE ET AUTRES	5
3) ÉVOLUTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT	7
i) Commerce des marchandises	7
ii) Commerce des services	12
iii) Investissement étranger direct	14
II. RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT	16
1) FORMULATION ET CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	16
2) PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE	17
3) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX PRÉFÉRENTIELS	18
i) Accords commerciaux réciproques	19
ii) Préférences unilatérales	23
4) ACCORDS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT	31
i) Accords bilatéraux d'investissement et accords-cadres	31
ii) Promotion de l'investissement	32
iii) Investissement – Réglementation et restrictions	33
5) AIDE POUR LE COMMERCE	34
III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE	36
1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	36
i) Procédures douanières	36
ii) Évaluation en douane	38
iii) Règles d'origine	39
iv) Droits de douane	45
v) Autres impositions agissant sur les importations	50
vi) Mesures contingentes	55
vii) Mesures commerciales quantitatives, restrictions, contrôles et régimes de licences	64
viii) Règlements techniques et normes	68
ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires	72
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS	78
i) Procédures douanières et documentation	78
ii) Taxes et redevances sur les exportations	79
iii) Prohibitions, restrictions et régimes de licences	79
iv) Soutien public et mesures budgétaires associées	84
3) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LES INVESTISSEMENTS ET LE COMMERCE	87
i) Cadre de l'activité commerciale et incitations à l'investissement productif	87
ii) Entreprises commerciales d'État, sociétés publiques et entreprises publiques	88
iii) Marchés publics	91

	<i>Page</i>
iv) Subventions et autres aides publiques	95
v) Politique de la concurrence	100
vi) Droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	101
IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	119
1) AGRICULTURE	119
i) L'agriculture aux États-Unis	119
ii) Politique agricole	123
iii) Niveaux de soutien	131
2) PÊCHE	134
i) La pêche aux États-Unis	134
ii) Commerce	136
iii) Politique de la pêche	137
3) SERVICES	141
i) Services environnementaux	141
ii) Services financiers	145
BIBLIOGRAPHIE	155
APPENDICE – TABLEAUX	161

---

---



---

**GRAPHIQUES**

	<i>Page</i>
<b>I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE</b>	
I.1 Contributions à la croissance du PIB réel, 2008-2012	1
I.2 Compte courant et flux financiers nets des États-Unis, 2008-2012	3
I.3 Indice du taux de change du dollar pondéré en fonction des échanges, 2008-2012	4
I.4 Structure géographique des échanges de marchandises, par origine et destination 2010 et 2011	9
I.5 Composition du commerce des marchandises, par produit, 2010 et 2011	10
I.6 Investissement étranger direct aux États-Unis, 2007-2011	15
<b>II. RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT</b>	
II.1 Formulation de la politique commerciale	16
II.2 Importations pour consommation, par type de régime d'importation, 2011	19
II.3 Importations bénéficiant de préférences unilatérales, par programme, 2011	24
<b>III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE</b>	
III.1 Aperçu des règles d'origine non préférentielles	40
III.2 Répartition des droits NPF, 2012	48
III.3 Droits d'accise fédéraux déclarés et recouvrés, année fiscale 2010	54
III.4 Enquêtes antidumping ouvertes, par région, 2008-2012	56
III.5 Enquêtes antidumping ouvertes, par produit, 2008-2012	57
III.6 Mesures compensatoires adoptées, par région, 2008-2012	61
III.7 Mesures compensatoires adoptées, par produit, 2008-2012	62
III.8 Marchés publics passés par le gouvernement fédéral, par organisme, en 2010	92
III.9 Fonds versés dans le cadre de la Loi sur la relance et le réinvestissement (ARRA)	99
III.10 Redevances et droits de licence, 2002-2011	104
III.11 Recettes et droits de licence, répartition des encaissements et des paiements, 2010	105
<b>IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR</b>	
IV.1 Exportations et importations des produits agricoles, 2002-2011	121
IV.2 Soutien de la catégorie verte aux États-Unis, 2001-2009	131
IV.3 Soutien de la catégorie orange aux États-Unis, 2001-2009	132

**TABLEAUX**

<b>I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE</b>	
I.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2008-2011	2
I.2 Exportations de services commerciaux des États-Unis, par type, 2008-2011	12
I.3 Importations de services commerciaux des États-Unis, par type, 2008-2011	13
I.4 Répartition géographique des exportations de services commerciaux des États-Unis (modes 1, 2 et 4), par destination, 2008-2010	13
I.5 Répartition géographique des importations de services commerciaux des États-Unis (modes 1, 2 et 4), par origine, 2008-2010	14

---

	<i>Page</i>
II. RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT	
II.1 Nouveaux accords de libre-échange – Répercussions et prévisions économiques	20
II.2 Aperçu des nouveaux ALE conclus par les États-Unis, 1 <sup>er</sup> janvier 2010-30 juin 2012	20
II.3 Échanges relevant d'accords commerciaux réciproques, 2011	22
II.4 Aperçu du SGP	25
II.5 Aperçu de l'AGOA	26
II.6 Aperçu du programme CBERA	27
II.7 Aperçu du programme CBTPA	28
II.8 Aperçu du programme ATPA/ATPDEA	29
II.9 Aperçu des échanges avec les États en libre association	30
II.10 Aperçu des échanges avec la Cisjordanie, la bande de Gaza et les zones industrielles qualifiées	30
II.11 Transactions examinées par le CFIUS: notification, retraits et décisions, 2009-2011	33
III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Aperçu des critères en matière de règles d'origine préférentielles, 2012	41
III.2 Exemptions de la prescription en matière de marquage énoncée à l'article 304	44
III.3 Modifications ou évolution des règles d'origine préférentielles des États-Unis, janvier 2010-juin 2012	44
III.4 Structure de la liste tarifaire pour certaines années	47
III.5 Exemptions de la redevance pour les formalités de traitement des marchandises, 2012	51
III.6 Redevances au titre de la Loi de finances rectificative générale	52
III.7 Redevances dans le domaine agricole, 2012	53
III.8 Enquêtes antidumping, 2008-2012	55
III.9 Mesures antidumping, par pays, 2008-2011	58
III.10 Aperçu des enquêtes ouvertes dans le cadre d'un réexamen à l'extinction après cinq ans, à la fin de l'année 2011	58
III.11 Ouvertures d'enquêtes en matière de droits compensateurs, 2008-2012	60
III.12 Aperçu des procédures de réexamen à l'extinction après cinq ans, à la fin de l'année 2011	62
III.13 Dispositions en matière de sauvegardes des lois sur la mise en œuvre des ALE des États-Unis, en 2012	63
III.14 Produits soumis aux procédures de licences d'importation des États-Unis, 2011	65
III.15 Lois, règlements et lignes directrices relatives à l'élaboration des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	70
III.16 Produits rappelés par la Commission de sécurité des produits de consommation, 2007-2011	72
III.17 Notifications présentées par les États-Unis, 1 <sup>er</sup> janvier 2010-30 juin 2012	76
III.18 Autorisations de l'Ex-Im Bank, 2008-2011	86
III.19 Entreprises soutenues par l'État	89
III.20 Sociétés publiques, 2011	89
III.21 Entreprises commerciales d'État, 2010	90
III.22 Programmes fédéraux de subventions, 2011 (exercice 2010)	95
III.23 Programmes fédéraux en faveur des biocarburants, 2011	97
III.24 Enquêtes du Département de la justice ouvertes conformément aux lois antitrust, 2008-2011	100
III.25 Enquêtes de la FTC ouvertes conformément aux lois antitrust, 2008-2011	101
III.26 Aperçu de la protection des droits de propriété intellectuelle aux États-Unis, mai 2012	110

---

	<i>Page</i>
IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Valeur de la production, 2007-2011	119
IV.2 Production et commerce de quelques produits de base aux États-Unis et dans le monde, 2006-2011	120
IV.3 Exportations et importations de quelques produits, 2005-2011	122
IV.4 Fournitures d'aide alimentaire en provenance des États-Unis, 2006-2010	126
IV.5 Estimation du soutien global aux producteurs et des transferts au titre d'un seul produit pour différents produits, 2002-2010	133
IV.6 Débarquements commerciaux de certaines espèces, 2002-2010	135
IV.7 Commerce du poisson et des produits de la pêche, 2004-2010	137
IV.8 Structure du marché des services environnementaux	141
IV.9 Implication du secteur privé dans les services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées, 2012	143
IV.10 Résumé des régimes commerciaux pour les services environnementaux	144

#### APPENDICE – TABLEAUX

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
AI.1 Balance des paiements, 2008-2011	163
AI.2 Exportations et réexportations de marchandises, par partenaire commercial, 2008-2011	164
AI.3 Exportations et réexportations de marchandises, par groupe de produits, 2008-2011	165
AI.4 Importations de marchandises, par partenaire commercial, 2008-2011	167
AI.5 Importations de marchandises, par groupe de produits, 2008-2011	168
II. RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT	
AII.1 Procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, 1 <sup>er</sup> janvier 2010-30 juin 2012	169
AII.2 Exemple de notifications au Répertoire central des notifications (RCN), 1 <sup>er</sup> janvier 2010-30 juin 2012	172
III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE	
AIII.1 Analyse succincte des droits NPF, 2012	175
AIII.2 Analyse succincte des droits appliqués dans le cadre d'accords préférentiels, taux intérimaires au 30 juin 2012	177
AIII.3 Redevances et droits de licence, 2010	179
AIII.4 Principales lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle	180

---



## RÉSUMÉ

1. L'économie des États-Unis a été marquée par une reprise lente mais régulière et un certain rééquilibrage depuis le précédent examen. Les chiffres du commerce des marchandises et des services sont nettement remontés depuis la crise financière de 2009 et atteignent à l'heure actuelle de nouveaux records, supérieurs encore à ceux de 2008. Le commerce des services en particulier a affiché un excédent croissant, et les services représentent environ 70% de la production du pays. Les États-Unis ont engagé des politiques de rééquilibrage sur les plans national et international consistant à moins compter sur la consommation et l'immobilier et à favoriser l'accroissement des exportations et des investissements.

2. Depuis le précédent examen, les États-Unis ont procédé à l'adoption par voie législative de trois accords de libre-échange (ALE) et à la prorogation de deux programmes de préférences expirés (le Système généralisé de préférences et la Loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins (ATPA)). Les ALE avec la Corée et la Colombie sont entrés en vigueur en mars et mai 2012, respectivement, tandis que l'ALE avec le Panama n'était pas encore mis en œuvre au moment de la rédaction du présent rapport. Suivant le Programme de politique commerciale pour 2012, les États-Unis travaillent actuellement à la conclusion d'un accord commercial régional, l'Accord de partenariat transpacifique, et à l'établissement de relations commerciales normales permanentes avec la Russie. Les échanges préférentiels représentent un pourcentage de plus en plus important du commerce des États-Unis; en 2011, 20,1% des importations américaines relevaient de régimes préférentiels, dont 16,4% correspondaient à des préférences réciproques et 3,7% à des préférences unilatérales.

3. L'investissement étranger direct continue de jouer un rôle important dans l'économie américaine en contribuant largement à l'emploi, à la recherche-développement et aux exportations. Les États-Unis sont le principal destinataire des investissements étrangers directs (IED) réalisés dans le monde, 228 milliards de dollars EU y ayant été investis en 2011. S'agissant de leur politique d'investissement, après avoir examiné la question pendant plusieurs années, ils ont achevé l'établissement d'un nouveau modèle d'accord bilatéral d'investissement contenant des dispositions détaillées pour favoriser ou faciliter les flux d'investissements et, en juin 2011, de nouvelles mesures ont été prises pour faciliter et attirer l'IED entrant, y compris la création du premier organisme public centralisé de promotion de l'investissement dans le cadre de l'Initiative SelectUSA.

4. La part du secteur des services financiers dans le PIB des États-Unis était de 8,5% en 2010, dont 47% générés par les activités bancaires, 33% par l'assurance et 16% par le commerce des valeurs mobilières. Ces dix dernières années, les États-Unis ont enregistré des excédents commerciaux dans les services financiers et des déficits commerciaux dans l'assurance. Ils ont les plus gros marchés des valeurs mobilières et de l'assurance au monde. La principale réforme de la réglementation depuis le dernier examen est la Loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street et la protection du consommateur, qui est entrée en vigueur en juillet 2010. Les principaux objectifs de la loi consistent, entre autres choses, à promouvoir la stabilité financière, à mettre un terme à l'idée que certains établissements sont "trop grands pour faire faillite", à mettre un terme aux plans de sauvetage, à protéger les contribuables, et à protéger les consommateurs contre les pratiques abusives dans la fourniture des services financiers.

5. La propriété intellectuelle (PI) occupe une place centrale dans l'économie nationale et dans le profil commercial international des États-Unis. Les États-Unis sont l'une des juridictions les mieux établies et les plus matures en matière de propriété intellectuelle, mais le contexte juridique, économique et commercial de la PI a continué d'évoluer de façon significative pendant la période

considérée, par le biais notamment d'évolutions législatives majeures, de décisions judiciaires importantes, de textes réglementaires importants, d'un renforcement des moyens de faire respecter les DPI au niveau national, de l'accent mis sur le rôle de la PI et d'une consolidation de la tendance au développement des marchés de la PI.

6. La politique des États-Unis en matière d'importations est restée relativement statique ces dernières années, peu de grandes initiatives ayant été prises dans les domaines législatif et réglementaire. Du côté des exportations, ont été lancées l'Initiative nationale pour les exportations, axée sur l'intensification des activités de promotion du commerce et la mise en œuvre de mesures visant à stimuler la croissance; et l'Initiative sur la réforme du contrôle des exportations, qui a pour but d'harmoniser les politiques en matière de contrôle des exportations. En outre, l'Export-Import Bank a considérablement développé ses activités de financement à l'exportation à l'appui de l'Initiative nationale pour les exportations.

7. Depuis 2010, la croissance annuelle des États-Unis est de 2,2% en moyenne. La reprise a quelque peu ralenti en 2011 et les projections initiales pour 2012 ont été légèrement révisées à la baisse, du fait principalement de l'impact de la crise financière européenne et de ses conséquences pour les marchés des pays tiers. Bien que de manière générale la reprise des États-Unis envoie des signaux positifs, il faudra malgré tout plus de temps pour atteindre les niveaux d'avant la crise, et certains aspects de l'économie accusent toujours des faiblesses, comme le marché du logement et les niveaux de chômage.

8. Les politiques de commerce international et d'investissement jouent un rôle important dans l'économie des États-Unis, l'investissement, les dépenses de consommation et les exportations ayant contribué à la croissance du PIB réel observée ces dernières années. En 2010, le Président a fixé comme objectif le doublement des exportations en cinq ans et à cet égard deux grandes initiatives ont depuis lors été adoptées. Les exportations, en pourcentage du PIB, ont augmenté de 13% depuis la fin de la récession et ont atteint le niveau record de 13,8% du PIB en 2011.

9. Après avoir nettement baissé pendant la crise financière, le commerce de marchandises des États-Unis (importations et exportations) a repris en 2010 et en 2011, et a dépassé les niveaux records de 2008. Les importations et les exportations ont toutes deux progressé, mais les premières ont dépassé les secondes, d'où l'aggravation du déficit commercial. Les importations ont augmenté de 16% pour atteindre 2 236 milliards de dollars EU et les exportations ont aussi augmenté de 16% pour atteindre 1 497 milliards. Le commerce des services, en revanche, a enregistré ces dernières années un solide excédent qui n'a cessé de s'accroître et a eu une incidence importante sur la balance des opérations courantes. Les exportations de services commerciaux des États-Unis ont augmenté de 9,2% en 2011, contre 6,9% pour les importations, ce qui a accentué l'excédent de la balance des services, qui s'est élevé à 186 milliards de dollars EU.

10. Le secteur agricole des États-Unis est l'un des plus grands au monde et la valeur totale de sa production s'élevait à 372 milliards de dollars EU en 2011. Le pays est aussi le plus gros exportateur de produits agricoles, ses exportations se montant à 144,8 milliards de dollars EU, bien que l'agriculture contribue pour moins de 1% au PIB. Comme les États-Unis représentent une part importante de la production, des exportations et des importations mondiales de produits agricoles, ce qui s'y passe, y compris les modifications apportées à la politique agricole, a un fort impact sur les marchés mondiaux. La politique agricole américaine n'a pas beaucoup changé depuis le dernier examen et la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie restera le fondement juridique de la plupart des programmes agricoles jusqu'à son expiration.

---

11. Pour ce qui est des questions douanières, les États-Unis vont de l'avant en ce qui concerne plusieurs initiatives de facilitation des échanges qui ont été promulguées il y a plusieurs années, mais ont été retardées ou n'ont pas encore été pleinement mises en œuvre comme par exemple le contrôle par scanner des conteneurs de transport maritime et du fret aérien, aussi ne connaît-on pas encore toutes leurs conséquences ni tous leurs effets. Les lois et règlements déjà anciens sur les règles d'origine et les prescriptions de marquage demeurent quasiment inchangés, même si leur complexité et leurs modalités d'application restent inutilement contraignantes, plusieurs règles différentes pouvant s'appliquer selon les secteurs, et le résultat final dépendant de divers facteurs. Les États-Unis prélèvent aussi plusieurs redevances ou impositions sur les importations qui varient selon la source, la valeur et le type du produit importé; il s'agit notamment de la redevance pour les formalités de traitement des marchandises, de la redevance au titre de la Loi de finances rectificative générale (COBRA), de la taxe d'entretien des ports, des redevances dans le domaine agricole et des droits d'accise. Pour ce qui est de l'évaluation en douane, la situation n'a pratiquement pas évolué, aucune loi ni procédure nouvelle n'ayant été adoptée, et il en est de même pour les licences d'importation.

12. Les mesures de protection tarifaire appliquées aux importations sont restées pratiquement inchangées pendant la période à l'examen et demeurent en général relativement faibles. Une grande partie des importations sont admises en franchise de droits à la faveur de taux NPF nuls ou de régimes de préférences. Toutefois, d'importantes crêtes tarifaires subsistent dans certains secteurs comme les chaussures, le cuir, les textiles et vêtements et dans l'agriculture où il y a également un grand nombre de droits non *ad valorem*.

13. Les États-Unis continuent d'employer des mesures correctives dans le cadre de leur politique commerciale, étant donné que le recours aux procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs s'est poursuivi pendant la période à l'examen. Le nombre d'ouvertures d'enquêtes antidumping est passé de trois à 15 entre 2010 et 2011. On n'a pas observé de tendance particulière dans le nombre total d'enquêtes ouvertes en matière de droits compensateurs ces dernières années, mais comme les enquêtes antidumping, la majorité des enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes ces cinq dernières années ont porté sur des importations provenant de pays asiatiques (92%). Pendant la période à l'examen, les États-Unis ont adopté ou envisagé plusieurs modifications de leur méthode de calcul des marges de dumping dans le cas des économies autres que de marché.

14. Les États-Unis restent actifs dans les domaines de la normalisation et des mesures phytosanitaires, en particulier dans les travaux des comités de l'OMC, la présentation des notifications ou le règlement des différends sur ces sujets. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 30 juin 2012, ils ont présenté 520 notifications au Comité OTC dont 337 étaient des addenda ou des corrigenda, et 537 au Comité SPS. Exception faite de quelques textes, comme la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires, les processus d'élaboration des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité concernant les OTC et les questions SPS n'ont pas changé ces dernières années.

